



CHAPITRE 71

Loi modifiant le Code civil

[Sanctionnée le 10 mai 1947]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

C.C.,
a. 47, am. **1.** L'article 47 du Code civil, tel qu'il se lit à l'article 5781 des Statuts refondus de 1888, modifié par l'article 1 de la loi 23 George V, chapitre 100, est de nouveau modifié en y ajoutant les alinéas suivants:

Dépôt. "Lorsqu'une paroisse est passée d'un district judiciaire à un autre, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de décréter que tous les doubles des registres de l'état civil de cette paroisse, déposés au greffe de la Cour supérieure du district auquel elle appartenait précédemment, soient transférés au greffe de la Cour supérieure du district dont elle fait maintenant partie.

Publication. "Ce décret est publié dans la *Gazette officielle de Québec*."

C.C.,
a. 78j,
am. **2.** L'article 78j dudit code, édicté par l'article 1 de la loi 9 Édouard VII, chapitre 69, est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

Certificat. "Cette personne, après avoir comparé l'original avec la copie qu'elle a faite, doit apposer, après le dernier acte inscrit sur la copie, un certificat attestant sous serment, prêté devant une personne ayant juridiction pour recevoir le serment, que la copie a été vidimée."

CHAPTER 71

An Act to amend the Civil Code

[Assented to, the 10th of May, 1947]

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Article 47 of the Civil Code, as it appears in article 5781 of the Revised Statutes of 1888, amended by section 1 of the act 23 George V, chapter 100, is again amended by adding thereto the following paragraphs:

"When a parish is transferred from one judicial district to another the Lieutenant-Governor in Council may enact that the duplicate registers of civil status for such parish deposited in the office of the Superior Court of the district to which it previously belonged, be transferred to the office of the Superior Court of the district whereof it now forms part.

"This decree shall be published in the *Quebec Official Gazette*."

2. Article 78j of the said Code enacted by section 1 of the act 9 Edward VII, chapter 69, is amended by replacing the second paragraph thereof by the following:

"Such person after having compared the copy with the original, shall place, after the last deed entered on the copy, a certificate under oath taken before a person having jurisdiction to receive the oath, that it has been compared and found correct."

C.C.,
a. 1138,
am.

3. L'article 1138 dudit code est modifié en ajoutant après les mots "Par l'impossibilité de l'exécuter;", dans la septième ligne, comme alinéa, les mots suivants:

"Par la libération du débiteur en vertu de la section VIII du présent chapitre;"

C.C.,
aa. 1202a-
1202l, aj.

4. Ledit code est modifié en y ajoutant, après l'article 1202, la section et les articles suivants:

"SECTION VIII

DE LA LIBÉRATION DE CERTAINS DÉBITEURS

Interpré-
tation:
"Créan-
ce";

"1202a. Dans la présente section,
a) "créance" comprend le principal, les intérêts, les frais de justice taxés contre le débiteur et ceux qui ont été faits dans l'intérêt commun;

"Immeu-
ble";

b) "immeuble" comprend un ou des immeubles;

"Valeur".

c) "valeur", appliqué à un immeuble ou à un bien quelconque, s'entend de sa valeur équitable de rendement, de placement ou de commerce en temps d'activité économique normale, sans égard à sa dépréciation passagère par suite d'une crise économique régionale ou générale.

Libéra-
tion du dé-
biteur
après
vente en
justice.

"1202b. Lorsqu'un immeuble a été vendu en justice et adjugé au créancier d'une dette garantie par privilège ou hypothèque sur cet immeuble, le débiteur a le droit d'obtenir sa libération envers ce créancier, à l'égard de cette dette ou, selon le cas, de tout reliquat de cette dette et de tout jugement s'y rapportant, dans les cas suivants:

a) Lorsque l'immeuble, lors de l'adjudication, avait une valeur au moins égale au montant global de la créance de l'adjudicataire et de toute autre créance hypothécaire ou privilégiée affectant l'immeuble et ayant priorité de rang sur celle de l'adjudicataire;

b) Lorsque l'adjudicataire a revendu l'immeuble, ou partie de l'immeuble, pour un prix au moins égal au montant global de sa créance, des dépenses faites par l'adjudicataire pour l'entretien et l'amélioration de l'immeuble, avec intérêt au

3. Article 1138 of the said Code is amended by adding after the words "By the performance of it becoming impossible;", in the seventh line thereof, as a paragraph, the following words:

"By the discharge of the debtor in virtue of section VIII of this chapter;"

4. The said Code is amended by adding thereto after article 1202, thereof the following section and articles:

"SECTION VIII

"OF THE DISCHARGE OF CERTAIN DEBTORS

Interpre-
tation:
"Claim";

"1202a. In this section,
a. "claim" includes the principal, interest, law costs taxed against the debtor and those which have been effected in the common interest;

b. "immoveable" includes one or more immoveables;

c. "Value", applied to any immoveable or property whatsoever, means its fair yielding, investment or commercial value in times of normal economic activity, regardless of its depreciation for the time being through a regional or general economic depression.

"1202b. Whenever an immoveable has been sold at law and adjudged to the creditor of a debt guaranteed by privilege or hypothec upon such immoveable, the debtor has the right to obtain his release as regards this creditor, with respect to such debt or, as the case may be, with respect to any residue of such debt, and with respect to any judgment in connection therewith, in the following cases:

a. When the immoveable, at the time of the adjudication, had a value at least equal to the total amount of the purchaser's claim and of every other hypothecary or privileged claim affecting the immoveable and ranking ahead of that of the purchaser;

b. When the purchaser has resold the immoveable, or part of the immoveable, for a price at least equal to the total amount of his claim, of the expenses incurred by the purchaser for the maintenance and the improvement of the im-

taux de cinq pour cent l'an sur ces dépenses, et de toute autre créance hypothécaire ou privilégiée affectant l'immeuble et ayant priorité de rang sur celle de l'adjudicataire;

c) Lorsque, par suite de transactions ou d'opérations quelconques dont cet immeuble a été l'objet, l'adjudicataire a reçu ou réalisé, en argent ou en biens, une valeur au moins égale au montant global de sa créance, de toute autre créance hypothécaire ou privilégiée affectant l'immeuble et ayant priorité de rang sur celle de l'adjudicataire et des dépenses d'entretien et d'amélioration dudit immeuble ou de tout autre immeuble reçu en échange.

Applica-
tion.

"1202c. Les dispositions de l'article 1202b s'appliquent à toute autre vente d'immeuble ayant l'effet du décret.

Intérêts.

"1202d. Dans la détermination du montant de la créance, les intérêts sont calculés à un taux de cinq pour cent par année, à moins que la convention ne stipule un taux inférieur et les sommes exigibles à titre de pénalités pour inexécution de quelque obligation du débiteur sont ajoutées aux intérêts.

Peines.

Toutefois, lorsque le montant global des intérêts et des pénalités excède le montant que peut produire un taux d'intérêt de cinq pour cent par année sur le principal et les frais, il est réduit en conséquence.

Créance
plus élevée
que la va-
leur.

"1202e. Lorsque la créance est plus élevée que la valeur de l'immeuble lors de l'adjudication, ou que son prix de revente, ou que la valeur reçue ou réalisée à la suite de transactions ou d'opérations dont l'immeuble a été l'objet, le débiteur peut néanmoins obtenir sa libération en payant au créancier le montant requis pour par-
faire.

Parent du
créancier.

"1202f. L'immeuble adjudgé à un parent ou allié du créancier vivant sous son toit est, pour les fins de la demande de libération, réputé avoir été adjudgé au créancier.

moveable with interest at the rate of five per cent per annum upon such expenditure, and of every other hypothecary or privileged claim affecting the immovable and ranking ahead of that of the purchaser;

c. When, through any transaction or operation whatsoever respecting such immovable, the purchaser has received or realized, in money or in property, a value at least equal to the total amount of his claim, of every other hypothecary or privileged claim affecting the immovable and ranking ahead of that of the purchaser, and of the expenses of maintenance and improvement of the said immovable or of any other immovable received in exchange.

"1202c. The provisions of article 1202b shall apply to every other sale of an immovable having the effect of the sheriff's sale.

Applica-
tion.

"1202d. In determining the amount of the claim, interest shall be calculated at a rate of five per cent per annum unless the agreement stipulates a lower rate and the sums exigible as penalties for the non-fulfilment of any obligation of the debtor shall be added to the interest.

Interest.

However, when the total amount of the interest and of the penalties exceeds the amount with interest at a rate of five per cent per annum upon the principal and the costs would produce, such total amount shall be reduced accordingly.

Penalties.

"1202e. When the claim is greater than the value of the immovable at the time of the adjudication, than its resale price or than the value received or realized through transactions or operations respecting the immovable, the debtor may nevertheless obtain his release by paying to the creditor the amount required to make up the difference.

Claims
exceed-
ing value.

"1202f. An immovable adjudged to a person who is related, or allied by marriage, to the creditor, and living with him, shall, for the purpose of the application for release, be deemed to have been adjudged to the creditor.

Creditor's
relatives.

Collusion.	"1202g. Sous réserve des dispositions de l'article 1202f, lorsque l'immeuble est adjugé à un tiers par collusion entre ce dernier et le créancier pour éluder le recours accordé au débiteur par la présente section, l'immeuble est réputé, pour les fins de l'exercice de ce recours, avoir été adjugé au créancier.	"1202g. Subject to the provisions of article 1202f, when the immovable is adjudged to a third party by collusion between the latter and the creditor in order to evade the recourse granted to the debtor by this division, the immovable shall be deemed, for the purpose of exercising such recourse, to have been adjudged to the creditor.	Collusion.
Présomption.	Si le tiers est un ascendant, un descendant, un frère, une sœur ou un allié au premier degré du créancier, il y a présomption de collusion entre l'adjudicateur et le créancier.	If the third party be an ascendant, a descendant, a brother or a sister of the creditor or a person allied in the first degree to the creditor, there shall be presumption of collusion between the purchaser and the creditor.	Presumption.
Requête.	"1202h. La demande de libération se fait par requête devant la Cour supérieure siégeant pour le district où est situé, en totalité ou en partie, l'immeuble vendu ou, selon le cas, l'un des immeubles vendus.	"1202h. The application for release shall be made by petition before the Superior Court sitting in and for the district wherein is situated, in whole or in part, the immovable sold or, as the case may be, one of the immovables sold.	Petition.
Contenu.	Cette requête énonce brièvement les faits relatifs à la demande et conclut à la libération du débiteur à l'égard de la dette ou, selon le cas, du reliquat de cette dette.	Such petition shall set forth briefly the facts relating to the application and conclude for the release of the debtor with respect to such debt, or, as the case may be, the residue of such debt.	Contents.
Signification.	Cette requête est signifiée et produite conformément aux règles du Code de procédure civile régissant la signification et l'entrée d'une action ordinaire.	Such petition shall be served and brought in conformity with the rules of the Code of Civil Procedure governing the serving and the bringing of an ordinary action.	Service.
Procédure.	Elle est introductive d'instance et est, quant au surplus, traitée comme une instance introduite par action ordinaire devant la Cour supérieure et sujette à l'application de toutes les règles du Code de procédure civile régissant les actions ordinaires, y compris les règles relatives aux appels.	The petition shall be the beginning of the suit which, as to the rest, shall be treated as a suit instituted by ordinary action before the Superior Court and be subject to the application of all the rules of the Code of Civil Procedure governing ordinary actions, including the rules respecting appeal.	Procedure.
Montant de l'instance.	Le montant de l'instance est celui pour lequel le débiteur demande sa libération.	The amount of the suit shall be that from which the debtor applies to be released.	Amount of suit.
Libération.	"1202i. La libération du débiteur principal entraîne la libération de ses cautions et garants.	"1202i. The release of the principal debtor entails the release of his sureties and warrantors.	Release.
Droit des cautions.	Lorsqu'un débiteur a, en vertu de la présente section, droit d'obtenir sa libération à l'égard d'une dette ou d'un reliquat de dette, toute personne qui s'est portée caution ou garant du paiement de cette dette ou de ce reliquat a droit d'obtenir sa propre libération et peut exercer son recours à cette fin, indépendamment du débi-	When a debtor has, in virtue of this division, the right to obtain his release with respect to a debt or residue of debt, any person who has become surety or warrantor for the payment of such debt or such residue has the right to obtain his own release and may exercise his recourse for such purpose, independently	Surety's rights.

teur principal, en suivant la procédure ci-dessus prescrite.

of the principal debtor, by following the procedure hereinabove set forth.

Libération de mandée en défense.

"1202j. Le débiteur peut, aussi longtemps que son recours en libération n'est pas prescrit, faire valoir en défense à une action, en opposition à une saisie-exécution ou en contestation d'une saisie-arrêt, selon le cas, les moyens qu'il peut invoquer à l'appui d'une demande de libération, et, sur conclusions à cette fin dans ladite défense, opposition ou contestation, le tribunal peut accorder la libération.

"1202j. The debtor may, in so far as his recourse for release is not prescribed, invoke as a defence to a suit, as an opposition to a seizure in execution or as a contestation of a seizure by garnishment, as the case may be, the grounds which he may invoke in support of an application for release, and, upon conclusions to that effect in the said defence, opposition or contestation, the court may award the release.

Release asked in defence.

Effet de libération.

"1202k. La libération du débiteur n'a pas pour effet d'imposer au créancier l'obligation de remettre les sommes qu'il a légalement perçues sur son jugement avant cette libération.

"1202k. The release of the debtor shall not have the effect of compelling the creditor to remit any sums which he legally collected under his judgment before such release.

Effect of release.

Prescription.

"1202l. La demande en libération doit, sous peine de déchéance, être introduite:

"1202l. The application for release must, under pain of forfeiture, be instituted:

Prescription.

a) Dans les cas du paragraphe a de l'article 1202b, dans les deux ans à compter de l'adjudication;

a. In the case of paragraph a of article 1202b, within the two years counting from the adjudication;

b) Dans les cas des paragraphes b et c dudit article, dans les deux ans à compter du jour où le droit à la libération a pris naissance, mais avant l'expiration des cinq années qui suivent l'adjudication."

b. In the cases of paragraphs b and c of the said article, within the two years counting from the date when the right to release arose, but prior to the expiration of the five years following the adjudication."

C.C., a. 2158, am.

5. L'article 2158 dudit code est modifié en y retranchant, dans les deuxième et troisième lignes, les mots "ou par proclamation du Gouverneur".

5. Article 2158 of the said Code is amended by striking out, in the second line, the words "or by proclamation of the governor".

C.C., a. 2158, am.

Id., a. 2161d, am.

6. L'article 2161d dudit code, tel qu'il se lit à l'article 5843 des Statuts refondus de 1888, modifié par l'article 1 de la loi 5 Édouard VII, chapitre 30, par l'article 1 de la loi 5 George V, chapitre 76 et par l'article 3 de la loi 5 George VI, chapitre 67, est de nouveau modifié en remplaçant, dans les cinquième et sixième lignes du premier alinéa, les mots "de la dernière entrée dans les livres" par les mots "du dernier document enregistré".

6. Article 2161d of the said Code as it appears in article 5843 of the Revised Statutes, 1888, amended by section 1 of the act 5 Edward VII, chapter 30, by section 1 of the act 5 George V, chapter 76, and by section 3 of the act 5 George VI, chapter 67, is again amended by replacing the words "the last entry in the books", in the fifth line thereof by the words "the last registered document".

Id., s. 2161d, am.

C.C., a. 2161h, am.

7. L'article 2161h dudit code, tel qu'il se lit à l'article 5843 des Statuts refondus de 1888, remplacé par l'article 5

7. Article 2161h of the said Code as it appears in article 5843 of the Revised Statutes, 1888, replaced by section 5 of

C.C., a. 2161h, am.

de la loi 5 Édouard VII, chapitre 30 et modifié par l'article 2 de la loi 5 George V, chapitre 76, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la huitième ligne du premier alinéa, les mots "de la dernière entrée faite dans les livres" par les mots "du dernier document enregistré".

the act 5 Edward VII, chapter 30, amended by section 2 of the act 5 George VI, chapter 76, is again amended by replacing the words "of the last entry in the books" in the seventh line of the first paragraph thereof by the words "of the last registered document".

Id.,
a. 2161i,
am.

8. L'article 2161i dudit code, tel qu'il se lit à l'article 5843 des Statuts refondus de 1888, modifié par l'article 6 de la loi 5 Édouard VII, chapitre 30 et par l'article 3 de la loi 5 George V, chapitre 76, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la septième ligne, les mots "de la dernière entrée faite dans les livres" par les mots "du dernier document enregistré".

8. Article 2161i of the said Code as it appears in article 5843 of the Revised Statutes, 1888, amended by section 6 of the act 5 Edward VII, chapter 30, by section 3 of the act 5 George V, chapter 76, is again amended by replacing the words "the last entry in his books" in the fifth and sixth lines thereof, by the words "the last registered document".

Id.,
a. 2163,
am.

9. L'article 2163 dudit code est modifié en remplaçant, dans la première ligne, le mot "gouverneur" par les mots "lieutenant-gouverneur en conseil".

9. Article 2163 of the said Code is amended by replacing the word "governor", in the first line thereof, by the words "Lieutenant-Governor in Council".

Id.,
a. 2164,
am.

10. L'article 2164 dudit code est modifié

10. Article 2164 of the said Code is amended

a) en remplaçant, dans la première ligne, le mot "gouverneur" par le mot "lieutenant-gouverneur";

a. by replacing the word "Governor" in the first line thereof, by the word "Lieutenant-Governor";

b) en remplaçant, dans la quatrième ligne, les mots "Gazette du Canada" par les mots "Gazette officielle de Québec".

b. by replacing the words "Canada Gazette" in the fourth line thereof by the words "Quebec Official Gazette".

Id.,
a. 2164a,
am.

11. L'article 2164a dudit code, édicté par l'article 2 de la loi 12 George V, chapitre 91, est modifié en remplaçant les deux premiers alinéas par les suivants:

11. Article 2164a of the said Code, as enacted by section 2 of the act 12 George V, chapter 91, is amended by replacing the two first paragraphs thereof by the following:

Registre
spécial.

"2164a. Le registraire doit tenir un registre spécial qui sert de complément au registre de transcription mentionné au paragraphe 4 de l'article 2161 et aux documents enregistrés par dépôt.

"2164a. The registrar shall keep a special register which shall be used as a complement to the transcription register mentioned in paragraph 4 of article 2161 and to the documents registered by deposit.

Usage.

Ce registre spécial sert à prolonger et continuer les entrées faites en marge de la transcription des documents dans le registre de transcription et en marge des documents enregistrés par dépôt. Il doit être authentiqué en la manière ordinaire."

Such special register shall be used to prolong and continue the entries made in the margin of the transcription of the documents in the transcription register and in the margin of the documents registered by deposit. It must be authenticated in the ordinary manner."

C.C.,
a. 2166,
am.

12. L'article 2166 dudit code est modifié

12. Article 2166 of the said code is amended

a) en remplaçant, dans les première et deuxième lignes les mots "Commissaire des terres de la Couronne" par les mots "ministre des terres et forêts";

b) en remplaçant, dans les troisième, quatrième et cinquième lignes, les mots "contenues dans le chapitre 37 des Statuts Refondus pour le Bas Canada, et dans l'acte des 27 et 28 Vict. chap. 40" par les mots "de l'article 2 de la Loi du cadastre (Statuts refondus, 1941, chapitre 320)".

Id.,
a. 2169,
am.
13. L'article 2169 dudit code est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne, le mot "gouverneur" par le mot "lieutenant-gouverneur".

Id.,
a. 2174,
am.
14. L'article 2174 dudit code est modifié en remplaçant, dans les cinquième et sixième lignes du premier alinéa, les mots "Commissaire des terres de la Couronne" par les mots "ministre des terres et forêts".

Id.,
a. 2174a,
am.
15. L'article 2174a dudit code, tel qu'il se lit à l'article 5846 des Statuts refondus de 1888, modifié par l'article 1 de la loi 21 George V, chapitre 104, est de nouveau modifié

a) en remplaçant, dans les huitième et neuvième lignes du premier alinéa, les mots "commissaire des terres de la couronne" par les mots "ministre des terres et forêts";

b) en remplaçant, dans la deuxième ligne du troisième alinéa de la version française, les mots "Gazette officielle" par les mots "Gazette officielle de Québec";

c) en remplaçant, dans la troisième ligne du troisième alinéa, le mot "commissaire" par le mot "ministre".

Id.,
a. 2175,
am.
16. L'article 2175 dudit code, tel qu'il se lit à l'article 5847 des Statuts refondus de 1888, modifié par l'article 2 de la loi 5 George V, chapitre 77, par l'article 2 de la loi 6 George V, chapitre 35, et par l'article 1 de la loi 14 George V, chapitre 74, est de nouveau modifié

a) en remplaçant, dans la quatrième ligne du premier alinéa, les mots "commissaire des terres de la couronne" par les mots "ministre des terres et forêts";

b) en remplaçant, dans les huitième et neuvième lignes du même alinéa, les mots

a. by replacing the words "Commissioner of Crown Lands", in the first line thereof, by the words "Minister of Lands and Forests";

b. by replacing the words "of chapter 37 of the Consolidated Statutes for Lower Canada and the statute 27th and 28th Vict. ch. 40", in the third and fourth lines thereof, by the words "of section 2 of the Cadastre Act (Revised Statutes, 1941, chapter 320)".

Id.,
a. 2169,
am.
13. Article 2169 of the said Code is amended by replacing the word "Governor" by the word "Lieutenant-Governor" in the third line thereof.

Id.,
a. 2174,
am.
14. Article 2174 of the said Code is amended by replacing the words "Commissioner of Crown Lands" by the words "Minister of Lands and Forests" in the fifth line of the first paragraph thereof.

Id.,
a. 2174a,
am.
15. Article 2174a of the said Code, as it appears in article 5846 of the Revised Statutes, 1888, amended by section 1 of the act 21 George V, chapter 104, is again amended

a. by replacing the words "Commissioner of Crown Lands" by the words "Minister of Lands and Forests" in the seventh line of the first paragraph thereof;

b. by replacing the words "Gazette officielle" in the second line of the third paragraph of the French version thereof, by the words "Gazette officielle de Québec";

c. by replacing the word "Commissioners" by the word "Minister" in the third line of the third paragraph thereof.

Id.,
a. 2175,
am.
16. Article 2175 of the said Code, as it appears in article 5847 of the Revised Statutes, 1888, amended by section 2 of the act 5 George V, chapter 77, by section 2 of the act 6 George V, chapter 35, and by section 1 of the act 14 George V, chapter 74, is again amended

a. by replacing the words "Commissioner of Crown Lands" by the words "Minister of Lands and Forests" in the fourth line thereof;

b. by replacing the words "Commissioner of Crown Lands" by the words

"commissaire des terres de la couronne" par les mots "ministre des terres et forêts".

"Minister of Lands and Forests" in the seventh line of the same paragraph.

C.C.,
a. 2176,
am.

17. L'article 2176 dudit code est modifié

a) en remplaçant, dans la deuxième ligne, le mot "gouverneur" par le mot "lieutenant-gouverneur";

b) en remplaçant, dans les sixième et septième lignes, le mot "gouverneur" par le mot "lieutenant-gouverneur".

17. Article 2176 of the said code is amended

a. by replacing the word "Governor" by the word "Lieutenant-Governor" in the second line thereof;

b. by replacing the word "governor" by the word "Lieutenant-Governor" in the seventh line thereof.

Id.,
a. 2176b,
am.

18. L'article 2176b dudit code, tel qu'il se lit à l'article 5848 des Statuts refondus de 1888, est modifié

a) en remplaçant, dans la première ligne, les mots "commissaire des terres de la couronne" par les mots "ministre des terres et forêts";

b) en remplaçant, dans la deuxième ligne de la version française les mots "gazette officielle" par les mots "Gazette officielle de Québec".

18. Article 2176b of the said code, as it appears in article 5848 of the Revised Statutes, 1888, is amended

a. by replacing the words "Commissioner of Crown Lands" by the words "Minister of Lands and Forests" in the first line thereof;

b. by replacing the words "gazette officielle", in the second line of the French version thereof, by the words "Gazette officielle de Québec".

Id.,
a. 2179,
am.

19. L'article 2179 dudit code, tel qu'il se lit à l'article 5849 des Statuts refondus de 1888, est modifié en remplaçant les deuxième et troisième alinéas par le suivant:

"Il doit aussi, sur paiement des honoraires légalement exigibles, communiquer les registres et autres documents faisant partie des archives du bureau d'enregistrement à ceux qui désirent les consulter sans déplacement."

19. Article 2179 of the said code, as it appears in article 5846 of the Revised Statutes, 1888, is amended by replacing the second and third paragraphs thereof by the following:

"He is also bound, upon payment of the fees lawfully exigible, to communicate the registers or any other documents forming part of the archives of the registry office to all persons who desire to examine the same without removal".

Disposi-
tions
abrogées.

20. La loi 2 George VI, chapitre 90, la loi 3 George VI, chapitre 93, le chapitre 343 des Statuts refondus, 1941, qui reproduit le texte de ces lois et la loi 9 George VI, chapitre 64, qui modifie ledit chapitre, sont abrogés.

20. The act 2 George VI, chapter 90, the act 3 George VI, chapter 93, Chapter 343 of the Revised Statutes, 1941, which reproduce the text thereof and the act 9 George VI, chapter 64, amending the said chapter, are repealed.

Restric-
tion.

Toutefois, nonobstant l'abrogation de ces lois, elles continuent de s'appliquer au cas de ventes immobilières antérieures à l'entrée en vigueur de la présente loi.

However, notwithstanding the repeal of these laws, they shall continue to apply to case of sales of immovables prior to the coming into force of this act.

Entrée en
vigueur.
(aa. 6, 7, 8
et 11 en
vigueur le
1er sept.
1947, G.O.
p. 1506)

21. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction, sauf les articles 6, 7, 8 et 11 qui entreront en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation.

21. This act shall come into force on the day of its sanction, save sections 6, 7, 8 and 11 which shall come into force on such date it may please the Lieutenant-Governor in Council to fix by proclamation.

Coming
into force.
(ss. 6, 7, 8
and 11 in
force the
1st of Sept.
1947, O.G.
p. 1506).